

L'article qui suit a été publié, dans sa version originelle, dans le n°27 de Terre&Peuple Magazine, Equinoxe de Printemps 2006. Les récents événements survenus ce mois de mars 2012 dans la région toulousaine nous ont conduits à le reprendre, assortis de quelques nouvelles notes et d'une postface.

Du bon usage du terrorisme...

Le terrorisme, parce qu'il frappe des civils non préparés à la guerre, est en rupture avec la conception européenne traditionnelle de la guerre et doit être condamné au même titre que toutes les stratégies de guerre totale qui visent explicitement les civils pour mettre les états ennemis à genoux. Il peut y avoir une certaine ironie de l'histoire à voir les Etats-Unis d'Amérique, qui n'ont jamais hésité à pratiquer la guerre totale contre les populations civiles ennemies avec la meilleure bonne conscience du monde (*depuis le génocide contre les Amérindiens jusqu'à la misère sanitaire provoquée en Irak dans les années 1991 – 2003, en passant par les bombardements nucléaires sur les villes japonaises ou le napalm sur les populations civiles vietnamiennes*), crier au scandale inadmissible quand leur propre population se trouve frappée par le terrorisme. Mais le fait est que le terrorisme est inadmissible et que la lutte contre ce phénomène est légitime.

Cependant, lorsque l'on observe les stratégies antiterroristes à l'œuvre dans les pays de l'Occident américanocentré depuis le 11 septembre 2001, plusieurs faits sont frappants.

D'abord, ces stratégies s'accompagnent d'une mobilisation de moyens financiers et technologiques considérables et sans précédent qui confèrent aux états occidentaux une supériorité absolue sur les groupes terroristes islamiques qui s'opposent à eux. Cependant, bizarrement, les chefs terroristes et les principales cellules semblent leur échapper (*Ben Laden et Zarkaoui courent toujours alors que leur tête est mise à prix et qu'on semble les suivre partout à la trace*)¹ et, de temps en temps, environ une fois par an, un gros attentat vient frapper les pays occidentaux à tour de rôle.

¹ Oussama ben Laden est officiellement décédé le 2 mai 2011 lors d'un assaut des forces spéciales étatsuniennes dans les environs d'Islamabad au Pakistan. Son corps a été immédiatement immergé en haute mer. Cette dernière circonstance étrange, comme un récit dont la source est exclusivement étatsunienne ont conduit certains analystes, qui avaient de bonnes raisons de penser que ben Laden était décédé de maladie depuis plusieurs années, à douter de cette belle histoire faisant remarquer que le président Obama avait besoin d'un retrait militaire d'Afghanistan pour des raisons budgétaires mais qu'il ne pouvait le programmer tant que « la mission n'était pas accomplie ». Un ben Laden maintenu « vivant » avait jusque là son avantage lorsqu'il fallait tolérer quelques attentats ici ou là pour maintenir la mobilisation occidentale, mais si l'on voulait quitter le piège afghan, il fallait le « tuer » puisque l'on était venu là bas, officiellement, rien que pour cela. Zarkaoui fut, lui, réellement tué le 7 juin 2006 au cours d'un raid aérien à 50 km de Bagdad en Irak où il avait transporté le combat jihadiste. On peut être sûr des circonstances dans la mesure où, dans ce cas précis, les étatsuniens ont montré les photographies prises d'un cadavre très reconnaissable. (*Note de mars 2012*)

Or, force est de constater que si les stratégies antiterroristes ne semblent pas avoir de résultats décisifs dans la lutte contre le terrorisme lui-même², elles en ont de bien tangibles sur l'encadrement de plus en plus disciplinaire, voire de plus en plus totalitaire, des « démocraties occidentales ».

Comme on connaît ses saints, on les honore et il semble légitime de s'interroger, sans respect particulier, sur les finalités exactes du terrorisme dans la période historique que nous traversons et sur l'usage réel que les classes dirigeantes occidentales font des stratégies antiterroristes³.

Les classes dirigeantes occidentales, issues de la bourgeoisie capitaliste transnationale ou contrôlées et financées par elle, ne sont pas composées de « perdreaux de l'année ». Leurs membres sont rompus depuis longtemps à l'utilisation cynique des références démocratiques pour camoufler le contrôle que leur puissance financière exerce sur les états et les populations. De la création et du conditionnement « d'opinions publiques » par le contrôle des moyens d'éducation, de culture et d'information, au conditionnement publicitaire de la consommation en passant par le financement des propagandes électorales d'hommes politiques soigneusement sélectionnés et le chantage social à l'emploi, les classes dirigeantes occidentales ont multiplié les points d'accroche de leur domination et ce n'est pas nouveau.

Ce qui est nouveau, en revanche, depuis la disparition de la compétition idéologique entre le monde communiste et le monde capitaliste par K.O. technique du premier, c'est le sentiment de la bourgeoisie transnationale de pouvoir désormais pousser son avantage au maximum. L'hybris prédatrice du capitalisme, le « toujours plus » conduisent depuis le début des années 1980 les classes dominantes, délivrées de la peur du communisme, à accroître sans cesse leurs profits et avantages dans le cadre de la mondialisation libérale au détriment des salaires et avantages sociaux des dépendants. Elles n'ont plus aucun intérêt au vieux compromis fordien et keynésien qui visait à garantir la promotion sociale et économique des classes moyennes et populaires pour leur éviter la tentation révolutionnaire. Au point de redonner une actualité aux analyses d'un Marx que l'on croyait dépassées. Au point aussi que le différentiel de niveau de vie est tel aujourd'hui entre cette bourgeoisie et le reste du monde qu'elle peut finir par se croire d'une autre espèce⁴.

² L'élection de Barak Hussein Obama à la présidence étatsunienne, la crise financière et l'explosion de l'endettement étatsunien et la remontée de tensions internationales classiques ont fait glisser la « guerre contre le terrorisme » au second plan. Ce concept est même officiellement abandonné par les Etats-Unis. On s'aperçoit, qu'après cet abandon, Al Quaïda et ses succursales sont désormais présentés par les « experts » comme en voie de disparition mais avec possibilité, nous dit-on, de brutaux retours de flamme comme dans toute phase d'agonie (pour maintenir ouverte la possibilité d'un nouveau prétexte terroriste ?). (*Note de mars 2012*)

³ Sur ce sujet, on ne saurait trop recommander la lecture du livre de **Peter Dale Scott, *La route vers le nouveau désordre mondial. 50 ans d'ambitions des Etats-Unis***, éditions Demi-Lune, coll. Résistances, Paris, 2011. L'utilisation de la lutte antiterroriste pour rogner les libertés constitutionnelles étatsuniennes y est parfaitement décrite. (*Note de mars 2012*)

⁴ Ceci a été écrit et publié bien avant l'éclatement de la crise de la dette dans le monde occidental qui est tout simplement le transfert des pertes financières, au grand jeu de la spéculation débridée, de l'oligarchie et de ses

Les classes bourgeoises transnationales cependant ne sont pas stupides. Elles savent bien qu'en assumant à nouveau au grand jour leur nature de prédateur financier et social, elle courent le risque de voir se réveiller des révoltes au cœur même du monde occidental dont les classes moyennes et populaires se perçoivent de plus en plus en voie de paupérisation.

C'est ici qu'intervient l'utilité du nouveau terrorisme islamique. Il ne s'agit pas de soutenir que ce dernier a été produit par les nouveaux « **Maîtres du monde** », encore que le parcours d'un Ben Laden mette en lumière de biens étranges connexions. La frustration du monde arabo-musulman, humilié par ses défaites devant Israël, par la trahison de ses élites qui détournent largement les fruits de sa richesse pétrolière, et surtout par le déphasage qui existe entre sa situation de dominé et ses prétentions religieuses à remodeler le monde à la gloire du « vrai Dieu », suffit largement à expliquer le terrorisme islamique. Mais cette autonomie dans l'émergence du phénomène n'exclue pas que des « rusés » puissent s'en servir.

Ce terrorisme possède en effet une immense vertu pourraient dire les cyniques. Il ne peut pas atteindre les vrais possédants, trop bien protégés, et doit se contenter des cibles de la population vulgaire. Lorsqu'une bombe éclate dans un train de banlieue ou un métro, ce ne sont pas ceux qui sont éventuellement responsables du désordre politique et économique du monde qui sont atteints car la plupart du temps ils ne connaissent ces moyens de transport que par les statistiques ou la télévision, mais les classes populaires et moyennes. Il est relativement facile ensuite de mettre en scène la nécessaire union sacrée autour des pouvoirs établis pour combattre le nouveau Satan terroriste. Il est bien connu qu'en cas de danger, les moutons se resserrent autour des bergers et de leurs chiens de garde. Le message subliminal qui circule est alors le suivant : « *entre deux maux, choisissez le moindre : nous vous mettons peut-être au chômage ou vous conduisons à l'appauvrissement progressif, mais au moins nous ne vous tuons ni ne vous mutilons par des bombes* ». Un bon usage politique du terrorisme suppose de naviguer entre deux écueils : il ne faut pas que les attaques terroristes réussies soient trop fréquentes car cela signifierait l'incompétence des dirigeants et stimulerait des volontés de changement radicales ; mais, à l'inverse, il ne faut pas que le bon peuple « oublie » le risque, qu'il se croit assez à l'abri pour rompre la trêve sociale. Emettons l'hypothèse que nous tenons là le facteur explicatif des « trous » dans la défense policière et militaire contre le terrorisme, dont les moyens d'information et de surveillance sont colossaux, rappelons-le, et confinent à la science-fiction⁵. Et c'est ainsi que, bon an, mal an, un gros attentat se produit dans un pays occidental. Hier les Etats-Unis, l'Espagne et la Grande Bretagne, demain l'Italie ou la France ?

paravents bancaires vers le petit peuple et ce qui subsiste des classes moyennes, sommés de se serrer la ceinture et de rembourser. (Note de mars 2012)

⁵ Sur les nouvelles formes du « techno-totalitarisme » électronique, il faut lire le récent et très bien documenté n°118 de la revue *Eléments*, automne 2005, que l'on peut commander sur le site www.labyrinthe.fr.

Mais cela va beaucoup plus loin. Le terrorisme, ennemi invisible et caché, suppose naturellement d'être combattu par des mesures exceptionnelles.

C'est ainsi que les démocraties occidentales ont fait progressivement passer dans leur arsenal juridique, au nom de la lutte contre le terrorisme, des limitations drastiques aux libertés publiques et individuelles. Pouvoirs de surveillance et d'investigation policière accrus, limitation des droits de la défense, limites au droit d'expression, développement des moyens de contrôle social (*caméras, biométrie etc.*), développement de services de sécurité, privés ou publics, ultra – professionnalisés et sans état d'âme, possibilité de détention secrète et d'interrogation musclée éventuellement sous-traitée à des pays tiers (*les Etats-Unis se sont faits une spécialité de cette dernière pratique*), il y aurait peu à dire si ces nouvelles pratiques visaient exclusivement les sources de risque potentiel, soit les populations issues de l'immigration musulmane et les quelques européens fanatiquement convertis à l'islam. Mais, en réalité, sous prétexte de non discrimination le filet sécuritaire embrasse la totalité de la population autochtone. Et, s'il le faut, demain c'est contre elle que ces mesures, auxquelles elle a souvent naïvement applaudi, seront appliquées.

On sait bien, dans les cercles dirigeants de la démocratie capitaliste mondiale, que l'esprit de révolte gronde dans les vieux pays blancs de l'Occident. D'un côté ils sont subvertis par une immigration extra – européenne qui confine à la substitution de population et aboutit dans les faits à la juxtaposition de communautés ethniques rivales et souvent ennemies, de l'autre, ils sont rongés par la paupérisation provoquée par la dérégulation accélérée des échanges économiques. Les deux phénomènes ont été voulus. Pour le premier, il s'agissait de ruiner toute possibilité de révolte politique enracinée contre les méfaits de la mondialisation financière (*comment des populations pourraient-elles se révolter sur un vrai projet alternatif si elles sont composées d'agréats multiraciaux qui n'ont en commun que le mode de consommation occidental ?*) ; pour le second, comme il a été dit plus haut, il s'agit de maximiser les gains en rognant sur les coûts de main d'œuvre et les avantages sociaux acquis durant les Trente Glorieuses.

Pour les populations blanches autochtones, cela revient à perdre sur les deux tableaux en termes d'identité et de niveau de vie. Pour l'instant, les deux révoltes ne se sont pas jointes⁶ : ceux qui sont conscients des risques de la substitution de population manifestent peu d'intérêt pour les questions économiques et sociales et, inversement, ceux qui perçoivent bien le processus de paupérisation tiennent pour négligeable le problème ethnique. Tant que les

⁶ D'authentiques nervis de l'oligarchie, tel que Jean Luc Mélançon et son « Front de Gauche » font tout leur possible pour qu'il en soit ainsi. Ils utilisent à la fois l'albophobie des milieux Bobos, la réactivation du vieux communisme dont les crimes contre les peuples semblent déjà oubliés (il y aurait donc des crimes de masse que l'on peut oublier...) et un anticapitalisme de pacotille qui ne touche pas à l'essentiel. Cela, parce que l'oligarchie sait fort bien que la question identitaire et la question sociale sont, aujourd'hui en Europe, une seule et même question. (*Note de mars 2012*)

deux révoltes ne se perçoivent pas comme les deux faces d'une seule et même médaille, le système en place peut jouer la seconde contre la première au nom de l'antifascisme et de l'antiracisme et donc les neutraliser. Mais il est possible que cela ne dure plus très longtemps car beaucoup commencent à entrevoir que question ethnique et question sociale sont liées. D'où l'intérêt de disposer, déjà rôdés, de moyens institutionnels, juridiques et technologiques permettant d'assurer, contre leur gré, la direction des populations occidentales. Déjà, grâce à la Chine communiste, les capitalistes ont pu faire l'expérience de marier liberté d'entreprendre et de consommer (*les seules libertés auxquelles ils sont vraiment attaché*) au totalitarisme politique et idéologique. Le terrorisme vient à point nommé dans les pays occidentaux pour que les populations affolées viennent offrir aux états contrôlés par la classe bourgeoise transnationale les moyens et la légitimité d'un contrôle absolu. Il suffira après cela de désigner comme « terroriste » n'importe quel opposant interne désirant la rupture avec le système issu de la globalisation « démocratique » et capitaliste... Il n'y aura pas beaucoup d'effort à faire puisque l'on a déjà pris l'habitude de transformer certaines idées hétérodoxes sur les bienfaits de l'immigration ou sur les événements de la Seconde Guerre Mondiale en délits de droit commun... Qui veut tuer son chien, l'accuse d'avoir la rage...

Naturellement, il serait plus simple et plus économique de pouvoir tabler sur la poursuite d'un processus de servitude volontaire. La lutte contre le terrorisme permet là aussi de tester de nouveaux concepts et outils.

Pour être concret, on peut se référer à la revue **Diplomatie**⁷ qui étudie généralement avec sérieux les problèmes géopolitiques mais selon un point de vue très consensuel dans le sens de la « démocratie moderne ». Dans son numéro 16 de septembre / octobre 2005, on trouve un article de **Joseph Henrotin** qui présente un nouveau concept de « résistance » au terrorisme, actuellement développé par les puissances anglo-saxonnes et l'OTAN, le concept de « **résilience** ».

Expliquons d'abord ce dont il s'agit, avant d'y jeter un regard plus critique.

D'après l'article, le terme de « **résilience** » est à l'origine employé en métallurgie pour désigner la qualité des matériaux tenant à la fois de l'élasticité et de la fragilité qui se manifeste par leur capacité à retrouver leur état initial suite à un choc ou une pression continue. De fil en aiguille, ce concept a été récupéré par la systémique pour désigner la capacité des systèmes complexes (*telles les sociétés humaines*) à développer spontanément des réactions pour retrouver leur équilibre après une déstabilisation.

La lutte antiterroriste s'est emparée de ce concept au point que la Grande Bretagne l'a officialisé en 2003 dans un « **Resilience Act** ». Il s'agit de tenir compte des effets psycho-politiques des actes de terrorisme, parfois plus

⁷ Areion group, 91 rue Saint Honoré 75001 Paris

importants et durables que leurs effets matériels. En effet, si l'on considère les stratégies terroristes au premier degré (*c'est-à-dire sans prendre en compte leur fonction et les autorisations tacites dont ils bénéficient dans le système de la globalisation démocratico-capitaliste*) on peut convenir que leur but réel n'est pas la destruction mais la déstabilisation des populations visées pour les amener à faire pression sur leurs gouvernements afin que ceux-ci modifient leurs politiques sur les points sensibles visés par les terroristes. Du point de vue des gouvernants et des classes dirigeantes occidentales, il est donc vital que le « moral de l'arrière » tienne. D'où ce nouveau concept de « résilience » vu comme « *la capacité à dépasser, à l'échelle de la société, l'agression et les effets psychologiques induits par une catastrophe majeure* ».

Les sciences sociales se bornent à constater s'il y a ou non « résilience » dans des cas précis comme, par exemple, dans le cas de la cohésion des britanniques durant le Blitz de la Seconde Guerre mondiale. Les stratèges antiterroristes cherchent quant à eux à mettre en place les moyens psychologiques et institutionnels pour préparer à l'avance une « **bonne résilience** ». Il s'agit d'utiliser le vaste clavier de l'information, de la communication, de l'éducation pour créer à l'avance un cadre qui permette de se représenter les menaces collectives et « les bonnes réactions », c'est-à-dire conformes à ce que les gouvernants attendent.

Car, souligne ingénument Joseph Henrotin, « *la possibilité d'actes terroristes peut rapidement donner libre cours à des fantasmes en tous genres, peu étayés et appuyant des formes politiques qui constituent des menaces pour la démocratie.* ». En d'autres termes, moins « politiquement corrects », et pour s'en tenir au terrorisme islamique, la réaction des populations risque de viser l'Islam en général et l'immigration extra-européenne musulmane en se tournant vers des formations politiques identitaires, un peu comme cela s'est produit aux Pays-Bas après l'assassinat de Théo van Gogh. Ce qui serait détestable du point de vue du cosmopolitisme que la globalisation démocratico-capitaliste vise. En effet, le terrorisme doit regrouper les populations occidentales autour de leurs « élites naturelles », la classe bourgeoise transnationale, et non servir de prétexte au retour à une véritable souveraineté populaire. C'est ainsi qu'une « bonne résilience » se trouve préparée dans ce contexte par la distinction entre le « bon islam pépère », soluble dans la société de consommation, et sa perversion qu'est l'islamisme ; de même qu'il faut apprendre à distinguer entre la majorité musulmane extra-européenne, « intégrable », porteuse de richesses culturelles et la petite minorité, socialement défavorisée à cause du racisme des blancs, saisie par le prurit terroriste.

Voilà pourquoi, continue l'auteur, « *dans ce contexte, les différentes formes d'enseignement (philosophie et histoire en particulier) constituent naturellement des cadres favorables pour transmettre aux populations les méthodes critiques et adaptées à l'égard de l'information* ». Traduisons : la conformité idéologique

des programmes d'enseignement aux visées de la globalisation démocratico-capitaliste et le formatage soigneusement réalisé des enseignants pour en faire des relais efficaces constituent des éléments indispensables au conditionnement des populations.

Le concept de résilience peut-il ouvrir la voie à la manipulation des populations ? Non, répond Joseph Henrotin, car « *les travaux sur la guerre psychologique et la guerre de l'information montrent à ce stade et dans le contexte de nos démocraties, que tout mensonge serait immanquablement sanctionné* »... Défense de rire... Nous avons là, au choix, ou le comble de la naïveté ou celui du cynisme...

Au delà de l'anecdote, il faut bien percevoir que derrière l'abstraction du concept de résilience, il y a la mise en œuvre de politiques et d'options concrètes qui s'appuient sur les mécanismes de manipulation de masse mis en évidence par les recherches avancées en psychologie sociale (*souvent d'origine anglo-saxonnes, ce qui ne saurait étonner*)⁸, utilisées par ailleurs par ces grands philanthropes que sont les publicitaires. Les élites financières anglo-saxonnes ont une très vieille expérience de la manipulation des populations britannique ou américaine et les stratèges de l'OTAN ne sont pas réputés pour être de doux rêveurs. D'où la nécessité, pour les intellectuels identitaires, de maîtriser tous ces arrière-plans théoriques et leurs projections opérationnelles afin de pouvoir déconstruire les manipulations à l'œuvre : une manipulation décortiquée est déjà à moitié neutralisée.

Jean Patrick Arteault

Naturellement, il n'est pas question de céder à un quelconque complotisme : celui-ci ne peut germer que dans les cerveaux malades et il est bien connu que jamais les états démocratiques comme le nôtre ne céderaient à la pratique d'opérations sous faux drapeau ou de manipulations d'extrémistes pour aboutir à des objectifs politiques.

Il n'empêche que nous ne pouvons passer à côté de la remarquable synchronisation entre l'agenda de Mohammed Merah et celui de la campagne présidentielle. Ni trop tôt, ni trop tard, vraiment à point pour relancer la campagne d'un candidat jusqu'ici peu apprécié des sondés. Il faut signaler aussi la remarquable efficacité des services de police qui ont bouclé l'enquête en deux jours après l'ignoble crime de Toulouse. Elle est suffisamment rare pour être saluée. Elle aura permis à la campagne électorale de n'être suspendue qu'au minimum, tout en démontrant la redoutable efficacité des pilotes du char de l'état.

De la fin de l'année 2011 à la fin février 2012, nombreux étaient les commentateurs qui commençaient à douter du succès de l'actuel titulaire de la fonction présidentielle. Certains soulignaient que pour inverser la tendance il faudrait un événement extraordinaire tel qu'une guerre, une aggravation dramatique de la crise financière ou un gros attentat terroriste. L'union autour du chef en place jouant alors le rôle d'agent électoral. La guerre contre l'Iran est probable mais les agendas israéliens et étatsuniens tendent plutôt à la repousser vers la fin de l'année (trop tard pour l'élection française). La guerre programmée contre la

⁸ Pour une découverte simple et sagace, cf. le **Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens** de Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, P.U.G., 2002

Syrie dans la foulée du grand succès libyen a fait long feu devant le barrage de la Russie et de la Chine à l'O.N.U. Trop jouer avec le feu des dettes souveraines n'était pas du goût de nos partenaires. Restait l'affaire terroriste.

Depuis l'automne dernier, beaucoup redoutaient un montage mettant en cause les non-conformistes identitaires. En effet, la progression de Marine Le Pen dans les sondages, jusqu'à menacer le président sortant d'une troisième place au premier tour des présidentielles, pouvait inciter à une opération Carpentras bis. De manière étonnante, bien qu'elle ait fait à plusieurs reprises acte de soumission aux nouvelles autorités morales du pays, MLP est objectivement perçue comme « antisystème » par l'oligarchie et couper sa dynamique paraissait urgent. Le mardi 20 mars, avec les premières salves des batteries médiatiques de « bobardement » massif, nous pouvions craindre avoir raison. D'autant plus que nous savions comment certains services semi-officiels avaient noyauté des groupuscules de crétins néo-nazis (avec une moyenne de 9 provocateurs ou indicateurs sur 10 militants) disponibles pour tous les coups tordus. A la grande déception de certains⁹, ce ne fut pas le cas, sans doute parce que cela aurait davantage profité au challenger socialiste qu'au sortant empressé ces temps derniers à piller le fond de commerce de MLP.

Au-delà des petits bénéficiaires politiques de l'affaire : un sortant requinqué, un challenger empêtré dans ses diverses promesses aux thuriféraires de l'immigration et de l'islam, il faut retenir surtout les annonces de durcissements sécuritaires dont l'objectif fondamental, répétons le encore une fois, n'est pas d'assurer la sécurité des petites gens mais de préparer les moyens d'une dictature ouverte de l'oligarchie financière quand le besoin s'en fera sentir.

⁹ Comme le journaliste **Nicolas Chapuis** du Nouvel Observateur qui laisse échapper sur tweeter : « *putain je suis dégoûté que ce soit pas un nazi !* »